

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

## Environnement, Nature et Energie

F. 2012 — 2835

[2012/205032]

**20 AOUT 2012. — Arrêté ministériel établissant le code de bonne pratique pour la conception et l'aménagement de systèmes d'égouttage**

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier;

Vu le décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau, article 4, et article 25, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, notamment l'article 2.3.6.3, § 3, alinéa deux, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 décembre 2011;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 24 mai 2012;

Vu l'avis n° 51.518/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 juillet 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En exécution de l'article 2.3.6.3, § 3, alinéa deux, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 décembre 2011, le code de bonne pratique pour la conception et l'aménagement de systèmes d'égouttage est établi. Le code est repris à l'annexe jointe au présent arrêté ministériel.

**Art. 2.** La "Coördinatiecommissie Integraal Waterbeleid" (Commission de Coordination de la Politique intégrée de l'Eau), ci-après abrégée la CIW, est autorisée à modifier la carte relative à la vulnérabilité des cours d'eau à l'occasion des modifications approuvées par le Gouvernement flamand de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juin 2010 fixant des objectifs de conservation régionaux pour des habitats et espèces à protéger au niveau européen, et de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 avril 2009 désignant des zones de protection spéciales et fixant des objectifs de conservation.

**Art. 3.** La CIW est autorisée à clarifier le code de bonne pratique pour la conception et l'aménagement de systèmes d'égouttage par le biais d'explications techniques.

**Art. 4.** La CIW est chargée de la distribution du code de bonne pratique pour la conception et l'aménagement de systèmes d'égouttage.

**Art. 5.** La circulaire du 31 juillet 1996 relative à l'établissement du code de bonne pratique pour l'aménagement d'égouts publics et d'installations de prétraitement individuelles est abrogée.

Bruxelles, le 20 août 2012.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,

J. SCHAUVLIEGE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2836

[2012/205250]

**13 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE du Conseil et les Directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil;

Vu le Règlement (CE) n° 245/2009 de la Commission du 18 mars 2009 mettant en œuvre la Directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences en matière d'écoconception applicables aux lampes fluorescentes sans ballast intégré, aux lampes à décharge à haute intensité, ainsi qu'aux ballasts et aux luminaires qui peuvent faire fonctionner ces lampes, et abrogeant la Directive 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 7°, inséré par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Energie, CD-12d16-CWaPE-373 concernant l'intégration du remplacement des armatures de la famille des vapeurs de mercure haute pression dans le cadre des OSP à charge des GRD et les propositions de modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'OSP imposée aux GRD en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, donné le 18 avril 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mai 2012;  
 Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 3 juillet 2012;  
 Vu l'avis 51.877/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;  
 Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2012;  
 Sur la proposition du Ministre de l'Energie;  
 Après délibération,  
 Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par le 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> l'annuité de financement de la partie du coût de remplacement des armatures de la famille des « vapeurs de mercure haute pression » par des armatures permettant de réaliser des économies sur la consommation en énergie et sur les frais d'entretien, pour autant que la partie du coût de remplacement précitée soit couverte par une réduction au moins égale des frais d'entretien »;

2<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne le remplacement des armatures de la famille de « vapeurs de mercure haute pression » visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, par des armatures permettant de réaliser des économies d'énergie et de réduire les frais d'entretien, le gestionnaire de réseau de distribution définit un programme de remplacement de ces armatures « vapeurs de mercure haute pression » sur une période ne pouvant dépasser six années et se clôturant au plus tard le 31 décembre 2018 »;

3<sup>o</sup> au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le troisième tiret est remplacé par ce qui suit :

« - tous les coûts ne relevant pas des missions d'entretien non énumérés précédemment, à savoir notamment, les coûts pour l'installation ou l'extension de l'éclairage public, les coûts de remplacement de luminaires ou de poteaux, à l'exception de ceux visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, les coûts liés à la fourniture d'énergie, les frais inhérents à la reprise des réseaux d'éclairage public par les gestionnaires de réseaux de distribution et au raccordement au réseau de distribution, le coût de remplacement des armatures des familles de « vapeurs de mercure basse pression » et de « vapeurs de mercure haute pression » pour l'éclairage décoratif et les frais de transport et de distribution de l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement des installations d'éclairage communal ».

**Art. 2.** Dans l'article 5 du même arrêté, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de réseau de distribution présente annuellement à ses communes affiliées et à la Commission wallonne pour l'Energie, pour le 1<sup>er</sup> décembre au plus tard, un rapport justifiant économiquement le type d'entretien retenu pour l'éclairage public communal (soit un entretien curatif combiné à un entretien préventif, soit un entretien curatif simple) et le placement d'équipements d'écrtage et de stabilisation pour l'année qui suit. Ce rapport fait référence aux dépenses d'entretien de l'éclairage public des années antérieures. »

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 septembre 2012.

Le Ministre-Président,  
 R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
 J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2836

[2012/205250]

**13. SEPTEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 bezüglich der den Betreibern von Verteilernetzen auferlegten Verpflichtung öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Wartung und Verbesserung der Energieeffizienz der Straßenbeleuchtungsanlagen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2005/32/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Juli 2005 zur Schaffung eines Rahmens für die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung energiebetriebener Produkte und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EWG des Rates sowie der Richtlinien 96/57/EG und 2000/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 245/2009 der Kommission vom 18. März 2009 zur Durchführung der Richtlinie 2005/32/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Leuchtstofflampen ohne eingebautes Vorschaltgerät, Hochdruckentladungslampen sowie Vorschaltgeräte und Leuchten zu ihrem Betrieb und zur Aufhebung der Richtlinie 2000/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34, 7<sup>o</sup>, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 bezüglich der den Betreibern von Verteilernetzen auferlegten Verpflichtung öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Wartung und Verbesserung der Energieeffizienz der Straßenbeleuchtungsanlagen;

Aufgrund des Gutachtens der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie) Nr. CD-12d16-CWaPE-373 vom 18. April 2012 betreffend die Einfügung des Ersatzes von Hochdruckquecksilberdampflampen in den Rahmen der VOD zu Lasten der Betreiber von Versorgungsnetzen und die Vorschläge zu Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 bezüglich der den Betreibern von Verteilernetzen auferlegten Verpflichtung öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Wartung und Verbesserung der Energieeffizienz der Straßenbeleuchtungsanlagen;

Aufgrund des am 10. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. Juli 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 23. August 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 51.877/2/V;

Aufgrund des am 13. September 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 bezüglich der den Betreibern von Verteilernetzen auferlegten Verpflichtung öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Wartung und Verbesserung der Energieeffizienz der Straßenbeleuchtungsanlagen wird wie folgt abgeändert:

1<sup>o</sup> § 1, Absatz 1 wird durch einen Punkt 5<sup>o</sup> mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5<sup>o</sup> die Jahresrate für die Finanzierung des Teils der Kosten für den Ersatz von Armaturen des Typs "Quecksilberdampf-Hochdrucklampen" durch Armaturen, die Energieeinsparungen und eine Verringerung der Wartungskosten ermöglichen, unter der Voraussetzung, dass der vorgenannte Teil der Kosten für den Ersatz durch eine Kostenverringerung gedeckt wird, die mindestens den Wartungskosten entspricht";

2<sup>o</sup> § 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was den unter Absatz 1, 5<sup>o</sup> erwähnten Ersatz von Armaturen des Typs "Quecksilberdampf-Hochdrucklampen" durch Armaturen, die Energieeinsparungen und eine Verringerung der Wartungskosten ermöglichen, betrifft, setzt der Betreiber des Verteilernetzes ein Programm für den Ersatz dieser Quecksilberhochdrucklampen über einen Zeitraum fest, der nicht mehr als sechs Jahre betragen kann, und spätestens am 31. Dezember 2018 abläuft";

3<sup>o</sup> in § 2, Absatz 1 wird der dritte Gedankenstrich durch folgende Bestimmung ersetzt:

"- alle Kosten, die nicht mit den Wartungsaufgaben verbunden sind, die nicht vorerwähnt worden sind, d.h. insbesondere die Kosten für die Einrichtung oder die Erweiterung der Straßenbeleuchtung, die Kosten für das Ersetzen von Leuchten oder Masten (mit Ausnahme derjenigen, die in § 1, 3<sup>o</sup> und 5<sup>o</sup> erwähnt werden), die mit der Energieversorgung verbundenen Kosten, die mit der Übernahme der Straßenbeleuchtungsnetze durch die Betreiber der Verteilernetze und mit dem Anschluss an das Verteilernetz verbundenen Kosten, die Kosten für das Ersetzen der Armaturen des Typs "Quecksilberdampf-Niederdrucklampen" und "Quecksilberdampf-Hochdrucklampen" für die dekorative Beleuchtung und die Kosten für den Transport und die Verteilung der für den Betrieb der kommunalen Beleuchtungsanlagen notwendigen elektrischen Energie."

**Art. 2** - In Art. 5 desselben Erlasses wird § 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Betreiber des Verteilernetzes legt jährlich spätestens bis zum 1. Dezember seinen angegliederten Gemeinden und der CWaPE einen Bericht vor, durch den die Art der für die kommunale öffentliche Beleuchtung gewählten Wartung (entweder eine pflegende Wartung, die mit einer vorbeugenden Wartung kombiniert wird, oder eine einfache pflegende Wartung) und das Installieren von Begradigungs- und Stabilisierungsausrüstungen für das folgende Jahr wirtschaftlich begründet werden. Dieser Bericht bezieht sich auf die Ausgaben für die Wartung der Straßenbeleuchtung der vorigen Jahre."

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. September 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2836

[2012/205250]

**13 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 betreffende de openbare dienstverplichting opgelegd aan de distributienetbeheerders inzake het onderhoud en de verbetering van de energetische efficiëntie van de openbare verlichtingsinstallaties**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2005/32/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 juli 2005 betreffende de totstandbrenging van een kader voor het vaststellen van eisen inzake ecologisch ontwerp voor energieverbruikende producten en houdende wijziging van Richtlijn 92/42/EEG van de Raad en de Richtlijnen 96/57/EG en 2000/55/EG van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 245/2009 van de Commissie van 18 maart 2009 tot invoering van Richtlijn 2005/32/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende eisen inzake ecologisch ontwerp voor fluorescentielampen zonder ingebouwd voorschakelapparaat, voor hogedrukgasontladinglampen en voor voorschakelapparaten en armaturen die deze lampen kunnen laten branden, en tot opheffing van Richtlijn 2000/55/EG van het Europees Parlement en van de Raad;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 34, 7°, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 betreffende de openbare dienstverplichting opgelegd aan de distributienetbeheerders inzake het onderhoud en de verbetering van de energetische efficiëntie van de openbare verlichtingsinstallaties;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), CD-12d16-CWaPE-373 betreffende de organisatie van de vervanging van de wikkelingen van de familie "kwikdamp hoge druk" in het kader van de openbare dienstverplichting ten laste van de distributienetbeheerders en op de voorstellen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 betreffende de openbare dienstverplichting opgelegd aan de distributienetbeheerders inzake het onderhoud en de verbetering van de energetische efficiëntie van de openbare verlichtingsinstallaties, gegeven op 18 april 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 mei 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 3 juli 2012;

Gelet op het advies 51.877/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 september 2012;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 betreffende de openbare dienstverplichting opgelegd aan de distributienetbeheerders inzake het onderhoud en de verbetering van de energetische efficiëntie van de openbare verlichtingsinstallaties, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid van § 1, wordt aangevuld met een vijfde punt, luidend als volgt :

"5° de annuïteit van de financiering van een deel van de kostprijs van de vervanging van de wikkelingen van de familie "kwikdamp hoge druk" door wikkelingen die energiebesparingen en lagere onderhoudskosten mogelijk maken, voor zover voornoemd deel van de kostprijs van de vervanging gedekt wordt door een minstens gelijke vermindering van de onderhoudskosten";

2° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Wat betreft de in het eerste lid, 5°, bedoelde vervanging van de wikkelingen van de familie "kwikdamp hoge druk" door wikkelingen die energiebesparingen en lagere onderhoudskosten mogelijk maken, moet de distributienetbeheerder voorzien in een programma voor de vervanging van deze wikkelingen "kwikdamp hoge druk" over een periode van hoogstens zes jaar die uiterlijk op 31 december 2018 eindigt";

3° in § 2, eerste lid, wordt het derde streepje vervangen als volgt :

"- alle kosten die niet voortvloeien uit de hierboven niet vermelde onderhoudsopdrachten, o.a. de kosten voor de installatie of de uitbreiding van de openbare verlichting, de kosten voor de vervanging van verlichtingen of palen, met uitzondering van die bedoeld in § 1, 3° en 5°, de kosten voor de levering van energie, de kosten voor de overname van de openbare verlichtingsnetten door de distributienetbeheerders en voor de aansluiting op het distributienet, de kosten voor de vervanging van de wikkelingen van de familie "kwikdamp lage druk" en "kwikdamp hoge druk" voor de decoratieve verlichting en de kosten voor het vervoer en de distributie van de elektrische energie die nodig is voor de werking van de gemeentelijke verlichtingsinstallaties".

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. De distributienetbeheerder bezorgt zijn aangesloten gemeenten en de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie) jaarlijks uiterlijk 1 december een rapport waarin het gekozen soort onderhoud voor de gemeentelijke verlichting (hetzij een curatief onderhoud in combinatie met een preventief onderhoud, hetzij een gewoon curatief onderhoud) en de plaatsing van aftoppings- en stabiliseringsuitrustingen voor het volgende jaar economisch gerechtvaardigd worden. Dat rapport verwijst naar de uitgaven voor het onderhoud van de openbare verlichting van de vorige jaren."

**Art. 3.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 september 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET